juin 2013 - Observatoire des Familles

ENQUÊTE SUR LE DÉSIR D'ENFANTS DES FAMILLES DES HAUTS-DE-SEINE

Union Départementale des Associations Familiales des Hauts-de-Seine

Synthèse de l'étude réalisée par courrier en 2012 auprès de 357 foyers des Hauts-de-Seine par la société Influx.

Parmi les répondants de l'enquête, on trouve trois quarts de petites familles (1 ou 2 enfants) et un quart de familles nombreuses

L'UDAF des Hauts-de-Seine a mené en 2012 une enquête sur le désir d'enfants des familles. Confiée à la société Influx, cette étude avait pour ambition première de savoir si les familles alto-séquanaises ont aujourd'hui la possibilité d'avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent au moment où elles le souhaitent. Il s'agissait également de mesurer l'impact des facteurs matériels (revenus du foyer, taille du logement), socio-économiques (contexte professionnel, pression sociale, aides existantes) et évidemment psychologiques sur le désir d'avoir un enfant.

Cette synhèse résume les principaux enseignements de cette enquête riche qui permet de comprendre comment la politique familiale, avec l'appui des pouvoirs publics et du tissu associatif, peut jouer un rôle positif dans la meilleure prise en charge des besoins des familles.

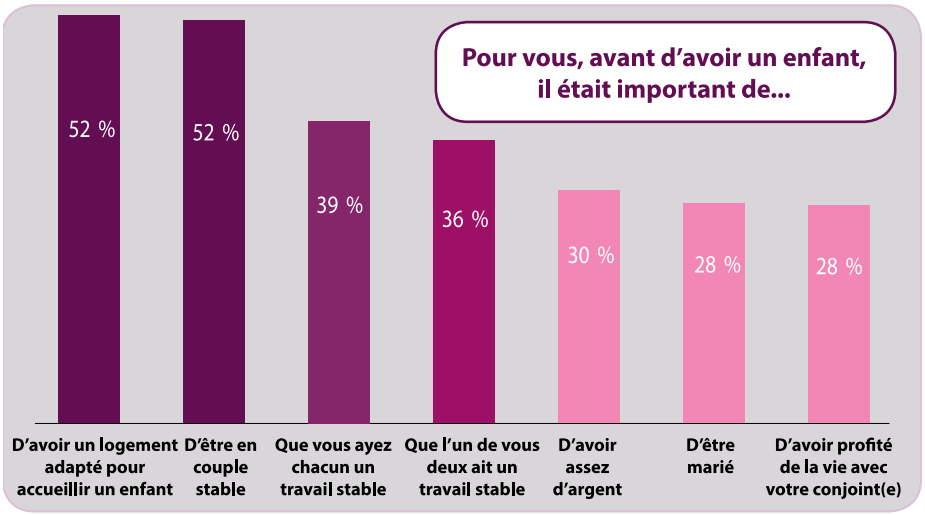
FONDER UNE FAMILLE : UNE ENVIE D'AMOUR ET DE STABILITÉ

Parmi les familles interrogées, avoir un enfant, c'est d'abord fonder une famille, aimer et être aimé, mais c'est aussi viser l'épanouissement personnel et vouloir transmettre ses valeurs pour deux personnes sur cinq.

La motivation qui préside au désir d'enfants est naturellement très intime et personnelle mais elle répond aussi à des dimensions sociales et économiques. Pour la moitié des familles, un couple uni disposant d'un logement adapté est une condition prioritaire, loin devant l'argent.

On fait d'abord un enfant pour fonder une famille

Sept fois sur huit, on fait un enfant dans la perspective évidente de fonder une famille avec pour pilier l'épanouissement personnel et l'amour partagé. Les notions un peu surannées de transmission du nom ou du patrimoine, ou plus égoïstes d'avoir un soutien pour l'avenir et de devenir adulte sont clairement minoritaires sinon rejetées.



On fait donc d'abord un enfant pour la famille (62 % des réponses) puis pour transmettre (19 %) et pour soi (19 %, l'épanouissement) et... on ne le fait pas pour la société ou la fécondité française.

Deux ou trois enfants est le rêve des trois quarts des parents mais trois quarts en auront finalement un ou deux...

Avant d'avoir leur premier enfant, un tiers des familles voulait deux enfants et un autre tiers trois enfants tandis qu'un quart était prêt à en faire quatre voire davantage ! Après le premier enfant, ces perspectives ambitieuses deviennent plus réalistes et seulement un parent sur huit souhaite toujours une famille très nombreuse.

L'influence du conjoint masculin pousse souvent les mères à s'en tenir à deux enfants, ce qui est, de fait, la taille traditionnelle des familles dans les Hauts-de-Seine (42 % des cas) même si le taux de familles nombreuses (3 enfants et plus) dépasse les 33 %.

UN ENFANT PLUS TÔT OU PLUS TARD ? STOP OU ENCORE ?

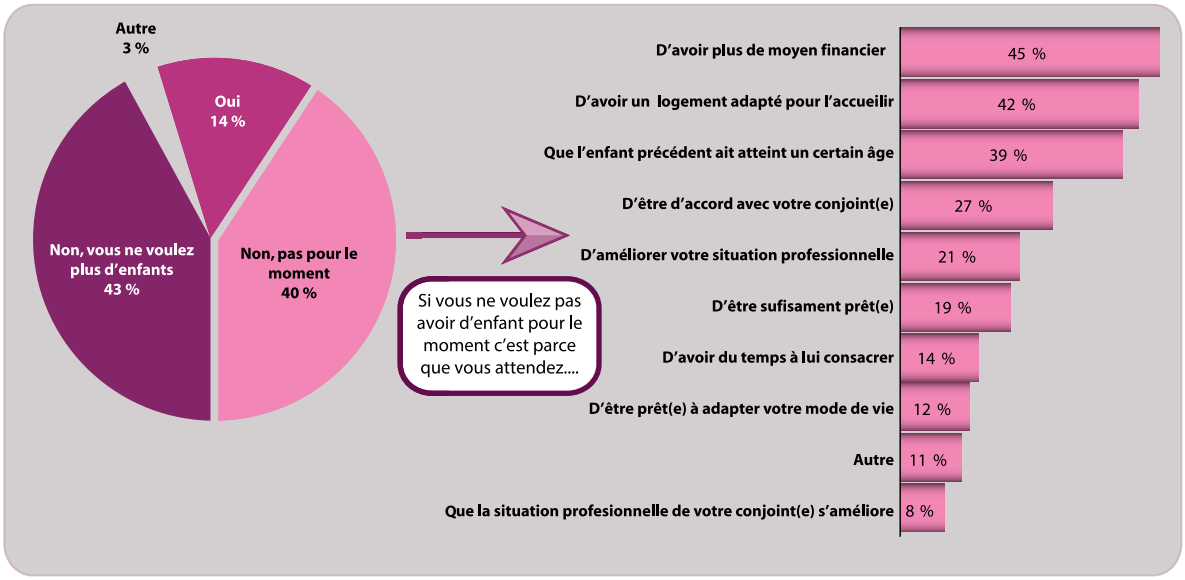
Le nombre d'enfants qu'une famille aura en définitive dépend de multiples conditions, qui, souvent, limitent le rêve initial et influencent le moment d'arrivée du bébé.

Pourquoi a-t-on plus ou moins d'enfants que prévu ?

Pour cinq parents sur six, le nombre d'enfants qu'ils ont finalement eus ne correspond pas à ce qu'ils avaient prévu. Un cinquième en a eu plus que prévu, souvent pour obtenir le garçon ou la fille qu'il n'avait pas encore (40 %), parfois grâce à une amélioration de leur situation financière ou une meilleure disponibilité (un parent sur six environ). Mais le cas inverse, d'avoir moins d'enfants que prévu, est beaucoup plus courant puisqu'il touche deux tiers des familles. La taille du logement explique dans un tiers des cas la réduction de la voilure quand un quart des familles avance l'argument du coût financier que représente l'éducation d'un enfant. La vieillesse et la santé justifient une fois sur cinq qu'on renonce à avoir un enfant de plus, et une fois sur sept, c'est au travail qu'on ne veut pas renoncer.

Vouloir un enfant tout de suite ou plus tard ?

Choisir le moment idéal de la naissance d'un enfant est une préoccupation grandissante des familles. Au moment de l'enquête, seulement une famille interrogée sur sept cherche à avoir un enfant (ou l'attend effectivement), mais deux sur cinq estiment le moment mal venu pour en avoir : trop peu de moyens financiers, un logement inadapté et trop (ou pas assez) d'écart d'âge avec le dernier-né sont les raisons qui motivent alors le plus cette décision.



Avoir son enfant au moment souhaité n'est pas si courant qu'on pourrait le croire

A dresser avec ces familles un bilan plus large de ces moments propices, on découvre d'abord qu'entre un quart et un tiers des familles jugent inadéquat le moment de naissance de leurs enfants. Le plus souvent, c'est qu'il arrive trop tard, notamment le premier enfant. Mais une famille sur huit regrette aussi une naissance trop tardive dès le deuxième enfant et, le cas échéant, du troisième et du quatrième. Au coeur de cette insatisfaction (l'enfant arrive trop tard), les familles reconnaissent d'abord les difficultés de procréation (une famille sur deux dans le cas du premier enfant). Les conditions matérielles sont certes évoquées, également comme facteur retardant, mais jamais par plus d'une famille sur quatre et surtout pour le deuxième enfant qui pose le problème de la taille du logement. Une famille sur cinq ne s'estime pas prête à la venue de l'enfant et préfère en retarder la venue. Et pour finir, à partir du deuxième enfant, surgit un nouveau frein : attendre que s'établisse une différence d'âge idéale entre les enfants. Deux tiers des familles sont convaincues de cet écart idéal.

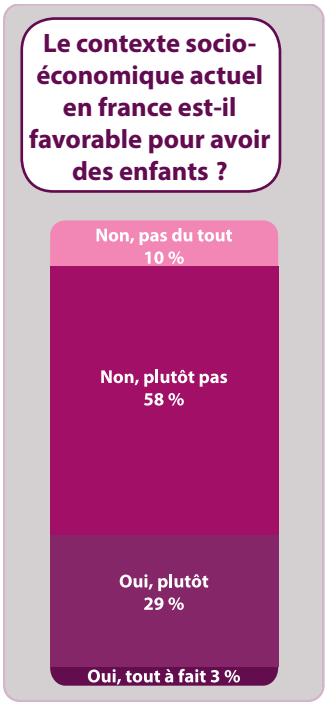
L'âge idéal pour avoir un enfant reste un référent vivace et plutôt normé

Autre idéal, fortement enraciné dans les représentations collectives, et qui ajoute encore aux conditions idéales de naissance d'un enfant, l'âge pour devenir parent : trois familles sur cinq pensent qu'une femme doit avoir 27 ans en moyenne et un homme 29 ans pour devenir papa ou maman. Après 30 ans, dans les représentations, ce serait clairement trop tard pour une femme et ça commencerait à le devenir pour un homme.

FREINS ET INCITATIONS AU DÉSIR D'ENFANT

Le contexte socio-économique de la France, la situation professionnelle des familles, l'état psychologique du couple ? Autant de facteurs qui influencent le désir d'enfant. Comment les démêler ? Comment les hiérarchiser pour asseoir une politique familiale digne de ce nom ?

La crise économique entame la confiance des familles et freine le désir d'avoir des enfants



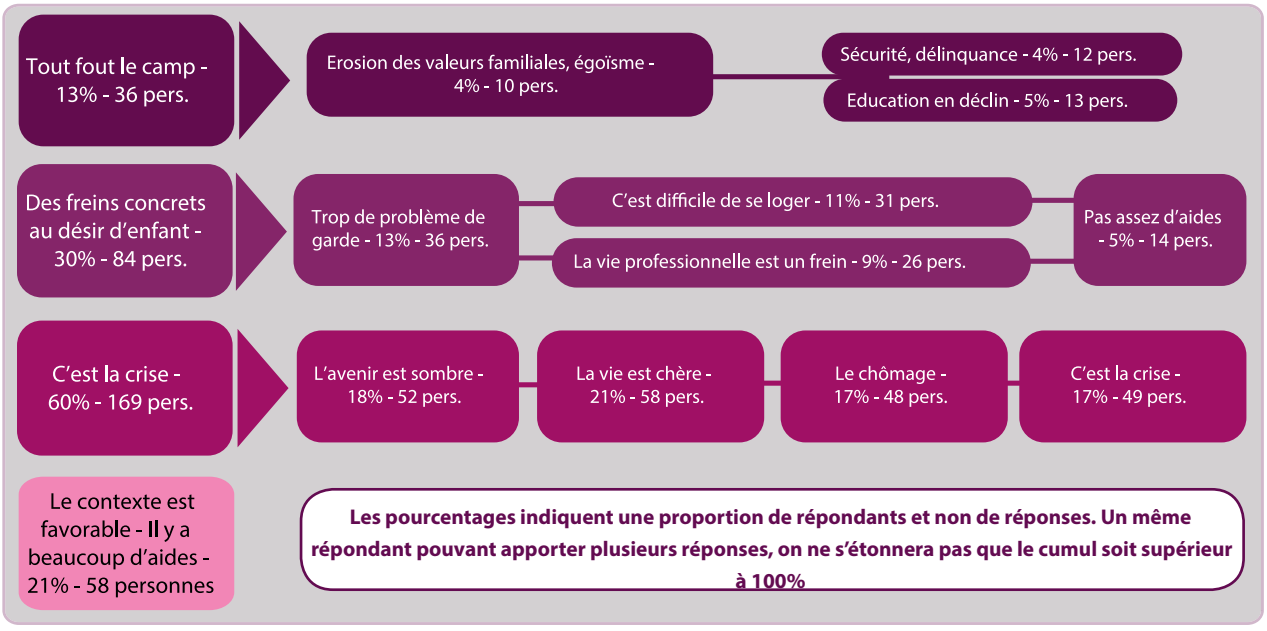
Pour deux tiers des familles interrogées, le contexte socio-économique actuel n'est pas favorable au projet d'avoir un enfant. Une famille sur dix l'estime même tout à fait défavorable. La crise économique, le chômage, le coût de la vie et l'anticipation d'un avenir sombre reviennent le plus fréquemment dans la bouche des familles pour dépeindre ce contexte. Certains, minoritaires néanmoins, dénoncent même une érosion générale des valeurs familiales, le déclin de l'éducation, une politique familiale en berne et pour finir une insécurité grandissante. Bref, une société où il ne fait pas bon naître. Dans le droit fil de ces réponses, on s'étonne à peine qu'une grande moitié des familles juge qu'il sera plus difficile d'élever son enfant à l'avenir. 1 % seulement ose penser que ce sera plus facile ! Autant d'opinions qui témoignent en creux de l'influence des représentations véhiculées dans les médias, mais aussi de l'impact des facteurs contextuels sur le désir d'enfant.

Des freins concrets sur lesquels une politique familiale adaptée pourrait agir

Plus pratiquement néanmoins, trois familles sur dix précisent que si le contexte est défavorable, c'est qu'il existe aujourd'hui des freins concrets et précis au désir d'enfant : la difficulté à faire garder son enfant, la difficulté à se loger, à concilier sa vie familiale et sa vie professionnelle et enfin à trouver des aides financières. Peut-on hiérarchiser plus globalement ce qui pour les familles représente au final un frein ou au contraire une incitation à avoir ou à continuer d'avoir des enfants ?

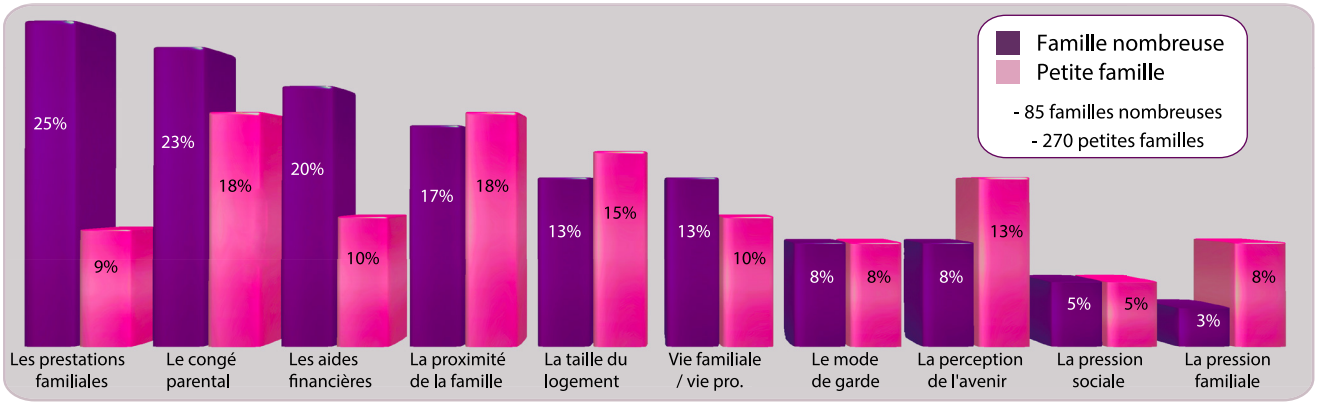
Un bilan des naissances passées permet d'identifier les principaux facteurs d'influence

A partir d'une liste plus large de dix facteurs d'influence (contextuel, pratique ou d'ordre psychologique), les familles interrogées ont fait le bilan des naissances passées. Le verdict est clair. Les trois freins principaux sont matériels, et par ordre décroissant de citation : le contexte professionnel, la taille du logement et le mode de garde. En quatrième position seulement, un facteur contextuel : la perception de l'avenir. Côté incitation, le congé parental et la proximité géographique de la famille sont les plus souvent mentionnés (deux fois sur cinq). Une famille sur huit reconnaît tout de même aux aides financières accordées aux familles, et à l'existence des prestations familiales de la CAF, un pouvoir incitatif. La pression sociale ou familiale est le facteur le plus neutre : si elle pèse dans la décision d'avoir des enfants, c'est plus de manière inconsciente ! Mais cette hiérarchie varie d'un profil de famille à l'autre, notamment en fonction de la taille et de la catégorie socioprofessionnelle.



La proximité des parents proches est un puissant facteur d'incitation pour les petites familles

Incitées, les familles nombreuses l'ont été d'abord par des mesures de politique familiale (prestations familiales, congé parental et autres aides financières). La proximité des proches de la famille n'est que le quatrième facteur d'incitation alors qu'il est le premier cité, avec le congé parental, pour les petites familles. Pour elles, le désir d'enfant est davantage affaire d'organisation personnelle (taille du logement 15 %) et de perception de l'avenir (13 %) que de solidarité sociale. En bref, ne se sentant pas soutenu, comme on pourra le voir plus loin, les petites familles ne comptent que sur elles-mêmes.

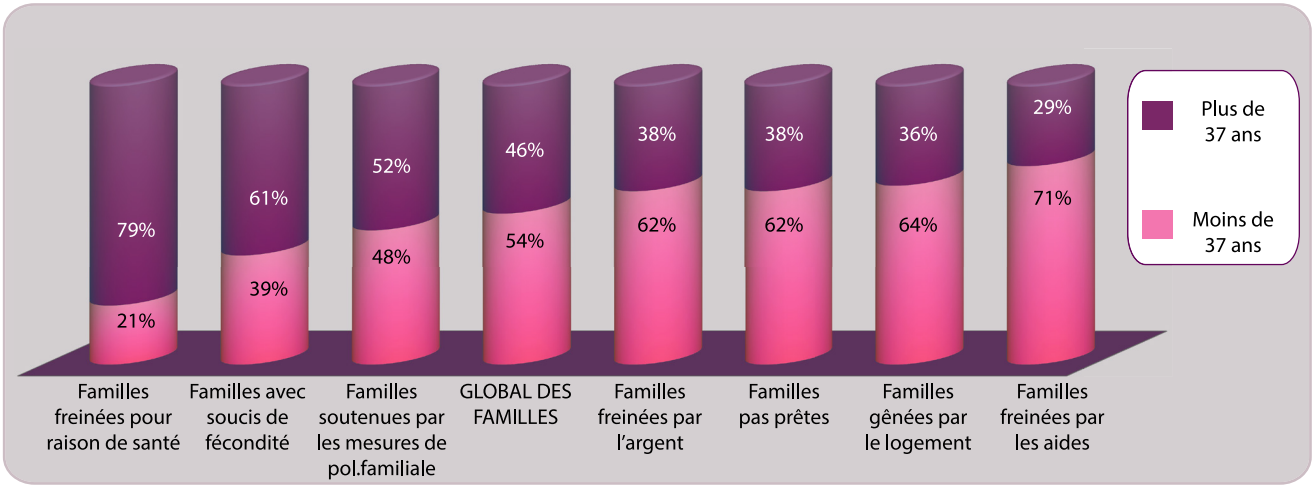


La taille du logement représente un sérieux handicap pour deux familles pauvres sur trois

Deux tiers des familles pauvres qui souhaitaient avoir un enfant ont été handicapées par la taille de leur logement. C'est une proportion record dans cette analyse par strate. Aucun autre frein n'a été relevé aussi manifestement. Pour les familles aisées, le logement ne représente un obstacle que dans moins de la moitié des cas. Mais la différence la plus significative entre ces deux publics tient aussi à la perception de l'avenir : alors que pour la moitié des familles pauvres, l'avenir est une menace pour l'enfant à naitre, il ne préoccupe qu'un quart des familles aisées. Celles-ci se soucient davantage d'agencer au mieux leur vie professionnelle à leur vie familiale.

Avec l'expérience, réunir les conditions matérielles idéales pour accueillir l'enfant n'est plus une priorité

Lorsqu'on croise les facteurs d'influence du désir d'enfants avec l'âge de la personne interrogée, on observe deux premières évidences : la fécondité et la santé déclinent avec l'âge et impactent assez sensiblement la possibilité d'avoir des enfants autour des 40 ans. Par contre, l'âge limite les soucis imputés à l'argent, au logement ou le sentiment de n'être pas prêt et éloigne fortement le frein que constitue le manque supposé d'aides financières aux familles. Bien sûr la maturité peut accroître l'aisance matérielle mais c'est peut-être aussi l'importance accordée aux conditions matérielles qui est relativisée avec l'âge face au désir supérieur de l'enfant.



Les freins du désir actuel

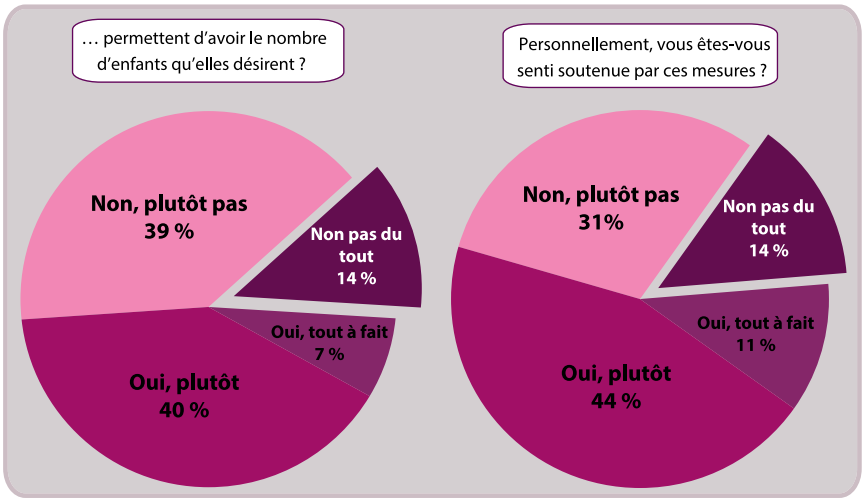
(Analyse à partir des 50 familles de l'échantillon qui cherchaient ou attendaient un enfant au moment de répondre au questionnaire)

Parmi les facteurs les plus impactants pour freiner le désir actuel d'enfants et son report, on trouve les difficultés financières du couple et les problèmes de logement, derrière le sentiment plus vague — et corrélé aux enjeux du couple (disponibilité, accord entre conjoints...) de ne pas être prêt. C'est dire si les soucis matériels jouent sur le choix de faire un enfant MAINTENANT mais pas sur le fait plus profond de vouloir un enfant dans l'absolu. Les problèmes de santé sont plus radicaux dans l'abandon définitif. En dépit d'aides financières jugées insuffisantes, les familles qui y sont sensibles n'en renoncent pas pour autant à vouloir un enfant tout de suite pour un quart d'entre elles. En résumé, les facteurs extérieurs peuvent freiner ou décaler mais pas obérer le désir profond d'avoir un enfant.

LA POLITIQUE FAMILIALE, QUELLE INFLUENCE POUR LES FAMILLES DU DÉPARTEMENT ?

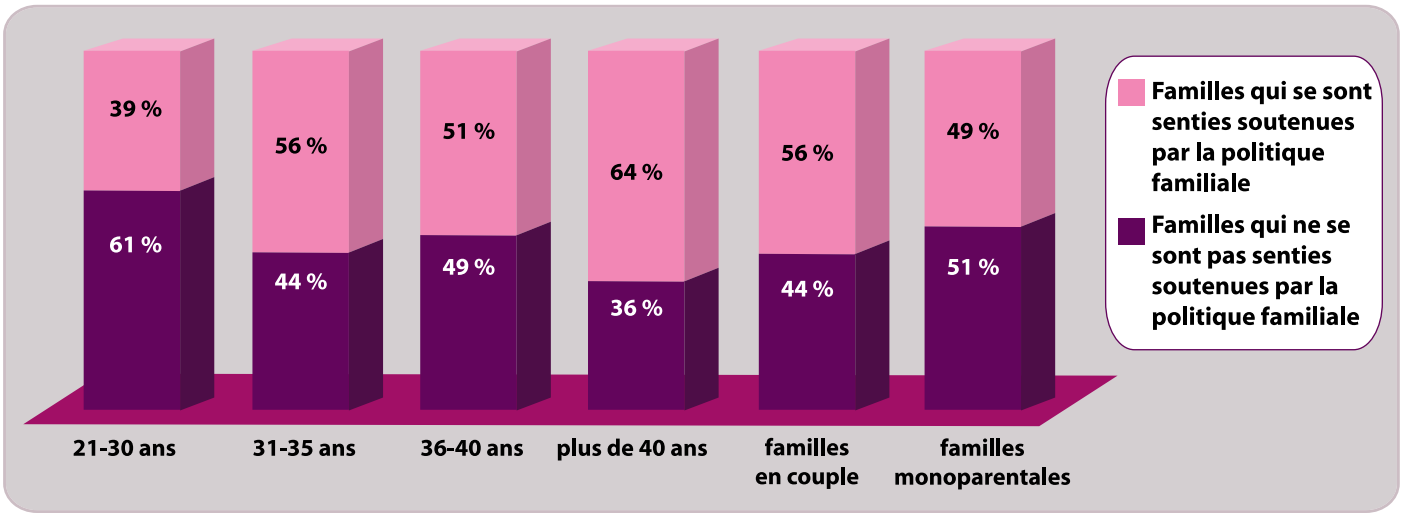
Les familles d'employés ne croient pas à l'efficacité des mesures de politique familiale

Trois quart des familles interrogées reconnait que la politique familiale peut influencer la décision d'avoir un enfant, au point, souvent (estime presque la moitié des familles), de permettre d'avoir le nombre exact d'enfants désirés, autrement dit, d'être efficace. Cette opinion globale varie selon les types de familles : les familles nombreuses ou issues des CSP supérieures sont par exemple plus promptes à saluer et reconnaitre l'influence de cette politique, tandis que les petites familles sont bien plus circonspectes et d'autres encore plus critiques : 20 % des familles monoparentales par exemple estiment que les mesures de politique familiale n'ont aucun impact sur la décision d'avoir des enfants (seuls 3 % des familles en couple le pensent). Encore plus critiques, un quart des familles d'employés se rangent à cette opinion (seulement 8 % des familles CSP+ le pensent). Le sentiment d'avoir été soutenu par les pouvoirs publics à la naissance de ses enfants renforce spectaculairement la croyance dans l'efficacité des politiques familiales : deux tiers des familles l'ayant éprouvé y croit tandis qu'un petit quart des familles se sentant délaissées continue bon an mal an d'y croire.



Les oubliés de la politique familiale

Toutes les familles ne se sentent pas également soutenues. Parmi celles qui éprouvent ce sentiment le plus vivement : les familles nombreuses (presque trois quart). Parmi celles qui l'éprouvent le moins fortement : les petites familles, les familles d'employés et les familles monoparentales (moins de la moitié), et ce malgré les aides spécifiques de la CAF aux parents isolés. Les jeunes couples se sentent également moins aidés que les quadragénaires (25 points d'écart) qui ont sans doute plus de recul (mais aussi plus d'enfants) pour mesurer ce que les prestations familiales ont pu leur apporter. Si cette mesure du sentiment de soutien permet d'identifier des profils de famille-cible pour la politique familiale, elle permet aussi de discerner les besoins réels des familles et donc d'imaginer des mesures plus adaptées. Par exemple, ce qui distingue très nettement les familles qui se sentent soutenues de celles qui se sentent délaissées, c'est l'importance relative qu'elles accordent à l'existence des aides financières dans leur décision d'avoir un enfant, ou un enfant de plus : pour celles-là, c'est, avec les prestations familiales, l'un des facteurs les plus incitatifs. Elles s'accordent aussi à reconnaître le mode de garde comme un facteur incitatif, ainsi que toute mesure qui leur permettrait de concilier avec plus de bonheur leur vie familiale et leur vie professionnelle. Pour les familles se sentant délaissées, toutes ces incitations pèsent moins dans les décisions. Que les mesures de politique familiale soient davantage tournées vers l'amélioration des équipements ou des services collectifs dédiés à l'enfance leur apporterait davantage de satisfaction.



Des sous ou des crèches ? Quelles sont les améliorations réelles attendues par les familles ?

Deux tiers des familles interrogées attendent de la politique familiale qu'elle porte davantage sur la mise à disposition d'équipements ou de services collectifs (crèches, garderies, transport scolaire, centres de loisir, etc.)

Les problèmes posés par la garde de l'enfant touchent deux familles du département sur cinq

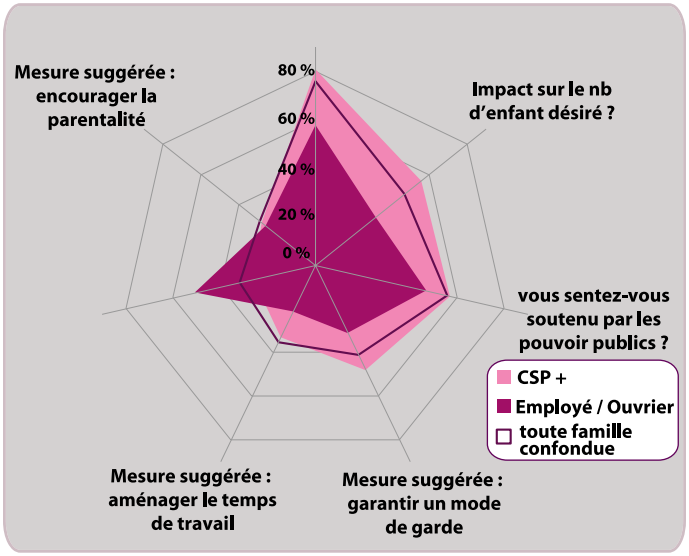
Deux familles altoséquanaises sur cinq seraient renforcées dans leur désir d'enfant si elles avaient l'assurance d'une place en crèche ou dans toute autre structure d'accueil. Trois autres facteurs incitatifs majeurs sont évoqués par environ un tiers des familles : l'aménagement du temps de travail, le soutien à la parentalité et finalement, le soutien financier. Notons que l'évocation du contexte professionnel s'explique en grande partie par la forte proportion de femmes ayant répondu au questionnaire. C'est d'ailleurs davantage sur le mode de la revendication que ce facteur est cité. En toile de fond : la reconnaissance du métier de parent, et particulièrement de mère, dans le contexte professionnel. Car c'est bien à l'idée d'un nouveau métier, celui de parent, que semble attaché ce tiers des familles qui souhaiterait une plus grande implication des pouvoirs publics dans les activités de soutien à la parentalité.

Les mesures de soutien à la parentalité intéressent davantage les familles nombreuses

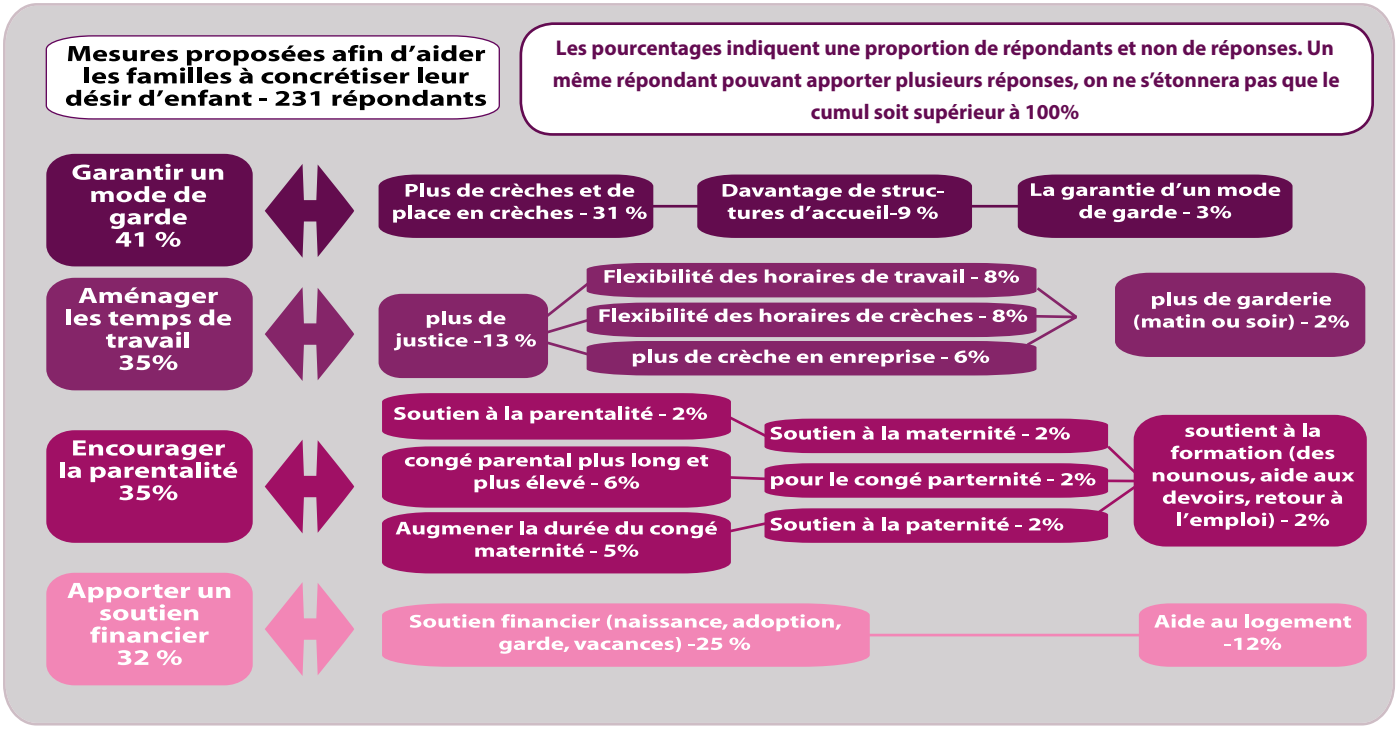
Mais là encore, les mesures suggérées globalement ne permettent pas d'appréhender les besoins d'améliorations propres à certains profils de famille. On notera que les familles nombreuses sont davantage partisanes des mesures d'encouragement à la parentalité mais sont beaucoup moins préoccupées par l'aménagement du contexte professionnel ou la garantie d'un mode de garde, sauf si l'aîné a moins de trois ans.

Les employés et les monoparents misent tout sur le soutien financier

Les monoparents qui se sentent peu soutenus et croient peu à la politique familiale misent bien davantage sur le financier, qu'il s'agisse de faire face aux frais de garde, de vacances et plus encore de logement. d'employés expriment cette même opinion de façon nette : plus de la moitié suggère de privilégier le financier sur toute autre forme de soutien. Lors d'une enquête, on a pu en effet mesurer le peu d'engouement de ce



profil de familles pour les activités de soutien à la parentalité. Si elles sont moins nombreuses à évoquer la garantie d'un mode de garde, et c'est plutôt bon signe, c'est qu'elles trouvent plus facilement des solutions que les familles de cadres supérieurs. On peut regretter cependant qu'elles soient moins mobilisées sur les questions d'amélioration du contexte professionnel.



SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE PAR PROFILS-TYPES

Segmentation de l'échantillon en quatre grandes typologies de parents face au désir d'enfants

L'analyse par profils-types (ou typologique) permet de regrouper par affinités les variables de profil et d'opinions des parents. Le résultat, très parlant, permet de dégager des sociostyles, ou si l'on préfère des portraits-robots, qui montrent le lien entre le profil personnel des parents (âge, sexe, catégories socio-professionnelles…), les freins et incitations à leur désir d'enfants et leurs opinions sur les politiques familiales. En outre ces profils-types permettent de juger de l'importance numérique de chaque « tribu ». Ils offrent donc une synthèse des grandes tendances dégagées et permettent de sérier les domaines d'intervention possibles des pouvoirs publics en fonction des types de population et de besoins.

PROFIL A
(21 % de l'échantillon)

Les familles nombreuses issues de couples bien installés et mariés, de catégorie sociale supérieure, qui se sont senties soutenues par la politique familiale et souhaiteraient qu'on développe les structures d'accueil. Ces familles ont une vision positive du contexte français.

PROFIL B
(14 % de l'échantillon)

Les familles monoparentales à un ou deux enfants qui ont des ressources financières limitées et un logement contraint et qui considèrent que de nombreux facteurs, logistiques, pécuniers et contextuels, freinent aujourd'hui en France le désir d'enfants. Souhaitent d'abord des aides pécunières.

PROFIL C
(26 % de l'échantillon)

Les jeunes familles d'employés à un ou deux enfants en bas âge, issus d'un couple solide, qui estiment que les freins matériels (logement, mode de garde, emploi, finances) sont majeurs dans la limitation du désir d'enfant, et que les pouvoirs publics doivent donc d'abord assurer un soutien financier.

PROFIL D
(39 % de l'échantillon)

Les familles classiques originelles à deux enfants, de parents actifs supérieurs, qui échappent à la sinistrose de la crise et apprécient le soutien des politiques familiales mais demandent davantage de crèches et un aménagement du temps de travail, jugé important.

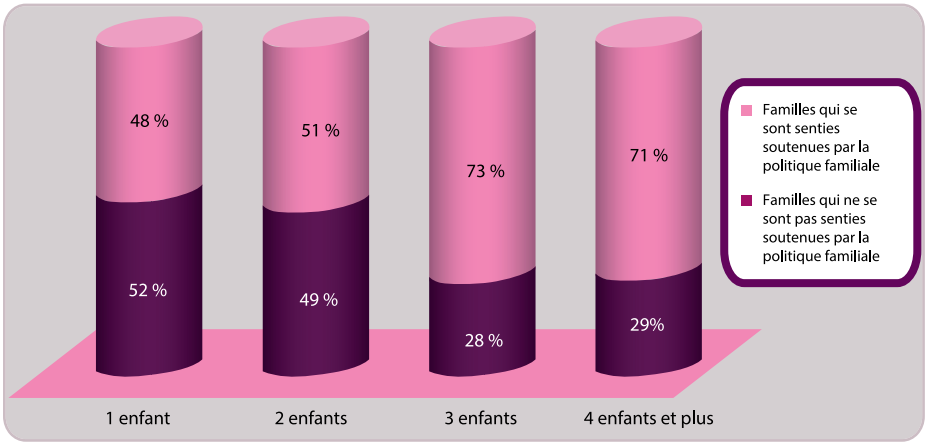
L'ÉCHANTILLON INTERROGÉ POUR L'ENQUÊTE 2012

Lancée par courrier auprès de 3000 foyers des Hauts-de-Seine, l'enquête a reçu 357 réponses. L'échantillon ainsi collecté et traité ne peut évidemment être considéré comme représentatif de l'ensemble des familles du département mais il offre par contre un portrait précieux des familles mobilisées par les enjeux de la parentalité du désir d'enfant et de la famille en général.
Il s'agit à notre sens du public-cible des UDAF et de la politique familiale.
Ce public est constitué pour moitié de familles de deux enfants, pour un quart n'ont qu'un enfant et pour un dernier quart sont des familles nombreuses. Deux tiers des enfants de ces familles ont entre 3 et 12 ans, un quart a moins de 3 ans.
Ce public est contitué de familles, pour moitié ayant deux enfants, pour un quart un enfant et pour le dernier quart ayant une famille nombreuse.
En terme de catégories socio-professionnelles, les cadres supérieurs et professions libérales sont clairement surreprésentés (51 % de l'échantillon) face aux employés (20 % seulement).
Les femmes sont très majoritaires dans les répondants (un homme pour six femmes) et ont pour deux tiers d'entre elles entre 31 et 40 ans, soit une certaine maturité déjà.
Fait remarquable, un tiers des parents interrogés viennent d'une famille de 4 enfants ou plus. Enfin, les trois quarts des couples de l'enquête affichaient plus de 7 ans de vie commune, ce qui traduit une forme de solidité.

Adressée aux familles ayant déjà une descendance, cette enquête sur le désir d'enfants a le grand mérite d'interroger une pratique et un vécu auprès de parents qui ne fantasment pas l'arrivée d'un enfant mais parlent de leur expérience.

En bref, sur onze parents, six ont eu le sentiment d'être soutenus par les mesures de politique familiale et cinq de ne pas l'être. Il est donc intéressant de dégager les facteurs concrets et abstraits qui ont eu un impact positif, négatif ou neutre, afin de mieux réorienter ces mesures dans le sens des besoins des familles.

souvent à un ou deux enfants. Les facteurs contextuels (pression sociale ou familiale, situation économique) jouent davantage en faveur du désir d'enfant que les facteurs logistiques (mode de garde, congé parental, taille du logement) qui ont un rôle de frein. Notons enfin que les familles ayant des soucis de santé ou des problèmes de fécondité, ont globalement ressenti les mesures familiales comme un coup de pouce.



Parmi les dix facteurs proposés, seulement trois ont un rôle décisif pour plus de la moitié des familles : il s'agit de **la conciliation**, souvent difficile dans les Hauts-de-Seine, entre vie familiale et vie professionnelle, de **la taille du logement**, frein majeur pour la moitié des alto-séquanais et du **mode de garde**, qui a freiné deux familles sur cinq dans leur désir d'avoir un enfant.

Concrètement, si le congé parental est une mesure qui a touché et motivé 20 % des familles, les prestations familiales et les aides financières viennent juste derrière et ont été incitatrices au moins une fois sur huit.

Parmi les facteurs plus abstraits, le contexte économique français limite souvent le nombre d'enfants espéré.

Pour résumer, l'impact sur la taille des familles est net pour le logement, le manque de moyens financiers ou le ressenti du contexte : chez les familles qui subissent ces facteurs, on en reste

Parmi les familles qui se sentent délaissées par la politique familiale, la solution serait plutôt dans l'aide aux équipements et aux services (crèches, garderies, transports scolaires...) plutôt que dans le soutien financier. C'est donc LA piste à retenir pour espérer les faire basculer dans la catégorie des familles satisfaites.

Si l'UDAF et toutes les associations et organismes qui œuvrent pour aider les familles peuvent se réjouir que trois quarts des familles nombreuses se soient senties soutenues par la politique familiale, elles doivent porter attention aux jeunes couples qui se sentent nettement moins aidés que les quadragénaires (40 % contre 64 %) et aux monoparents.

De l'aide à la garde des enfants en passant par les prestations de la CAF et les services destinés aux parents qui travaillent, du soutien financier ciblé à une politique de logement davantage pro-famille, les mesures existent et cette étude prouve qu'elles jouent clairement sur le désir d'enfants. Reste à mieux les cibler et les hiérarchiser : c'est toute la mission d'un Observatoire des Familles que d'y contribuer.